

**Résumé :** La multiplication des nouveaux utilisateurs des réseaux sociaux à travers le Sahel contribue à l'exacerbation des dynamiques conflictuelles existantes. Les Sahéliens abordent un espace numérique complexe. La capacité des individus et des communautés à s'adapter aux dynamiques de conflit en ligne et hors ligne définira l'avenir des conflits dans la région. En octobre 2021, Search for Common Ground a réuni des universitaires et des spécialistes d'Afrique de l'Ouest à Bamako, au Mali, pour analyser les tendances des conflits et les opportunités possibles pour mener des activités de consolidation de la paix avec les espaces numériques dans la région du Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger).

Même si les chiffres absolus restent faibles, le Mali, le Niger et le Burkina Faso sont parmi les pays où le nombre des nouveaux usagers d'internet connaît la croissance la plus rapide à l'échelle mondiale. En l'espace d'un an, de 2020 à 2021, le nombre d'internautes a augmenté de 18,5 % au Mali, de 18,9 % au Burkina Faso et de 20,9 % au Niger.<sup>1</sup> Les usagers ont en majorité moins de 35 ans.<sup>2,3</sup> Face à l'augmentation de l'accès et de l'utilisation du numérique dans la population générale, les espaces en ligne suscitent de plus en plus de controverses, alors que les divisions historiques passent des espaces en ligne aux espaces hors ligne et inversement, déclenchant parfois des flambées de violence physique.<sup>4</sup> L'accès en ligne augmente de manière exponentielle la quantité d'informations à la disposition des utilisateurs et offre de nouvelles opportunités permettant d'identifier des communautés d'intérêts, de perspectives ou de milieux similaires ou dissemblables. Les universitaires et les spécialistes sahéliens soulignent que devant l'introduction de ces nouveaux modes de connexion dans des sociétés déjà fracturées par les conflits, la dynamique sociale se traduit par une interaction hors ligne avec les nouvelles connexions établies en ligne. Lorsque cette interaction se passe mal, ces espaces en ligne créent une nouvelle scène où se manifestent des défis sociaux tels que la désinformation, les confrontations hostiles, la manipulation politique, la radicalisation et la polarisation.

Malgré ses contributions aux conflits, l'accès numérique présente également des opportunités pour la paix. Il s'agit notamment de s'appuyer sur les outils numériques préexistants de responsabilisation et de transparence qui pourraient constituer la base d'une utilisation plus cohésive et inclusive des espaces en ligne. Le moment actuel offre l'opportunité idéale pour influencer et établir de bonnes pratiques (qu'il s'agisse de mécanismes, de protection, d'éducation ou de renforcement des capacités) et des solutions créatives pour aborder, et potentiellement prévenir, les problèmes de conflit en ligne.

Dans le cadre de notre travail continu visant à amplifier les perspectives des universitaires et des spécialistes en matière de consolidation de la paix en Afrique, Search for Common Ground (« Search »), la plus grande organisation mondiale dédiée à la consolidation de la paix, avec le soutien de la Carnegie Corporation de New York, a organisé à Bamako, au Mali, une rencontre d'un groupe diversifié de décideurs, de spécialistes de la société civile et de chercheurs du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. Les conclusions de cette conférence sont étayées par des

<sup>1</sup> Simon Kemp, « Digital 2021: Global Overview Report », *Datareportal*, 2021, <https://datareportal.com/reports/digital-2021-global-overview-report>.

<sup>2</sup> Jason Bremner et al., « Building resilience through family planning: a transformative approach for women, families, and communities », *Population Reference Bureau*, 2015, <https://www.prb.org/wp-content/uploads/2015/12/sahel-resilience-brief.pdf>. PNUD, « Le PNUD et ses partenaires lancent YouthConnekt Sahel pour favoriser la transformation socio-économique de la jeunesse sahélienne », 6 septembre 2021, <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/pressreleases/2021/undp-and-partners-launch-youthconnekt-sahel-to-foster-the-socio.html>.

<sup>3</sup> En Afrique, un pourcentage significativement plus élevé des personnes âgées de 15 à 24 ans sont en ligne par rapport aux autres groupes d'âge. « ICT Fact and Figures », *Union internationale des télécommunications*, 2017, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/ICTFactsFigures2017.pdf>.

<sup>4</sup> Institutional Learning Team, « Handling Harmful Content Online: Cross-National Perspectives of Users Affected by Conflict », *Search for Common Ground*, Avril 2021, [https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/07/SearchForCommonGround\\_Handling-harmful-content-online-report\\_April-2021.pdf](https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2021/07/SearchForCommonGround_Handling-harmful-content-online-report_April-2021.pdf).

entretiens avec des informateurs clés auprès d'un large éventail d'experts, de spécialistes et de responsables politiques sahéliens et internationaux.

## Défis et risques principaux liés à l'utilisation croissante de l'Internet au Sahel

Les participants à la conférence de Search soulignent que les divisions et conflits historiques sont transférés dans l'espace en ligne, car un nombre croissant de nouveaux utilisateurs numériques emploient les réseaux sociaux et les services de messagerie en ligne.

- **La mésinformation ou désinformation constitue un défi majeur pour les usagers des réseaux sociaux sahéliens.** Une grande partie de la désinformation en ligne au Sahel circule sous la forme de vidéos éditées ou trafiquées, manipulées pour mettre en évidence les stéréotypes et les divisions identitaires et pour cibler une plus grande partie de la population ayant un taux d'alphabétisation plus faible et un accès limité aux sources d'information traditionnelles.<sup>5</sup> Les participants à la conférence ont partagé des exemples :
  - Une vidéo montrant un raid de l'armée nigérienne contre Boko Haram en 2019 a été partagée sur les réseaux sociaux en septembre 2021, assortie de descriptions affirmant qu'elle montrait des ressortissants ivoiriens torturés par des Ivoiriens. Cette désinformation a suscité des attaques xénophobes de masse contre des Nigériens à Abidjan, entraînant au moins un décès et démontrant comment les réseaux sociaux peuvent accélérer l'incitation à la violence.<sup>6,7</sup>
  - Une vidéo qui circulait récemment prétendait montrer la mise à sac de l'ambassade du Burkina Faso au Mali par des émeutiers protestant contre le soutien du Burkina Faso aux sanctions prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'encontre du Mali. En réalité, la vidéo montrait une manifestation en Angola.<sup>8</sup>
  - Des messages trompeurs sur le groupe Wagner (un groupe paramilitaire russe) ont été publiés avant le renversement du gouvernement du Burkina Faso en 2022, précédés d'une accumulation de contenus pro-russes, dont certains contenaient des informations erronées et des images détournées.<sup>9</sup>

Facebook est souvent le principal point d'accès à l'Internet pour les Sahéliens. Les Sahéliens utilisent généralement des smartphones dotés d'une version raccourcie de Facebook, qu'ils utilisent souvent de facto comme leur navigateur Internet. La confluence des articles d'actualité et des opinions personnelles sur la plateforme sème souvent la confusion entre une « information » authentique et une rumeur ou une opinion.<sup>10</sup> Les participants à la conférence ont noté que de nombreux Sahéliens en sont encore à développer le savoir-faire numérique nécessaire pour recouper les informations trouvées en ligne, dont la complexité est aggravée par des sources limitées de reportages d'actualité perçus comme impartiaux.

- **Les utilisateurs en ligne se retrouvent souvent dans des groupes polarisés, ce qui a pour effet de limiter la diversité des perspectives et renforcer les divisions.** La rhétorique incendiaire, les stéréotypes, le fait de prendre parti et autres comportements de groupe en ligne renforcent l'hostilité des groupes envers ceux qui sont perçus comme différents. Une forte polarisation a un effet néfaste sur les institutions démocratiques. Si elle n'est pas contrôlée, elle peut nuire à la société civile et augmenter les crimes haineux et la violence politique.<sup>11</sup> Les contenus en ligne les plus violents sont publiés dans des groupes et des messages privés ou à accès restreint.<sup>12</sup>

<sup>5</sup> « Fake news floods Sahel as disinformation wars escalate », *Africa News*, February 15, 2022,

<https://www.africanews.com/2022/02/15/fake-news-floods-sahel-as-disinformation-wars-escalate/>.

<sup>6</sup> Entretien avec un spécialiste des questions de paix et de sécurité internationales, Côte d'Ivoire, 15 septembre 2021.

<sup>7</sup> Agence Anadolu, « Sénégal : des transporteurs maliens pris pour cible après un accident à Kaolack », 16 août 2021,

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/s%C3%A9n%C3%A9gal-des-transporteurs-maliens-pris-pour-cible-apr%C3%A8s-un-accident-%C3%A0-kaolack/2336379>.

<sup>8</sup> « Fake news floods Sahel », *Africa News*.

<sup>9</sup> Tessa Knight et Allan Cheboi, « Local support for Russia increased on Facebook before Burkina Faso military coup », *Digital Forensic Research Lab*, 17 février 2022,

<https://medium.com/dfrlab/local-support-for-russia-increased-on-facebook-before-burkina-faso-military-coup-a51df6722e59>.

<sup>10</sup> Entretien avec un spécialiste de la société civile, Bamako Mali, août 2021.

<sup>11</sup> Thomas Carother et Andrew O'Donohue, « How to Understand the Global Spread of Political Polarization », *Carnegie Endowment in International Peace*,

1er octobre 2019, <https://carnegieendowment.org/2019/10/01/how-to-understand-global-spread-of-political-polarization-pub-79893>.

<sup>12</sup> Institutional Learning Team, « Handling Harmful Content Online ».

Lorsque les discours de haine sont répandus dans ces cercles fermés, ils créent un « sentiment de normativité de la haine », qui peut conduire à la radicalisation et à la violence intergroupe.<sup>13</sup> Il y a une augmentation des groupes privés WhatsApp ou Facebook de nature ethnique, communautaire, idéologique ou régionale, où les messages favorisent les stéréotypes et accentuent les tensions identitaires. Les participants à la conférence ont cité des exemples dans le Sahel central :

- Lors des massacres du 23 mars 2019 et du 20 février 2020 à Ogossagou Peulh, au Mali, au cours desquels 200 personnes au moins ont trouvé la mort, les messages partagés sur WhatsApp appelant à la violence intercommunautaire et à la vengeance ont contribué de manière significative aux conflits communautaires.<sup>14</sup>
- Lors des récentes élections au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les utilisateurs de réseaux sociaux ont activement incité à la violence contre les populations minoritaires. Après la victoire d'un membre de la minorité arabe lors d'élections au Niger en février 2021, des campagnes anti-arabes sur les réseaux sociaux ont abouti au déclenchement de violences hors ligne. Plusieurs commerces arabes ont été saccagés à Niamey en raison de la rhétorique et des appels à la violence en ligne.
- **La relation entre gouvernants et gouvernés évolue en ligne.** Les citoyens exigent des services, critiquent aussi bien l'action que l'inaction du gouvernement et passent en ligne pour mobiliser l'opposition aux responsables politiques. Les partis politiques utilisent de plus en plus les réseaux sociaux pour atteindre et motiver de nouveaux électeurs. Dans certains cas, les partis d'opposition utilisent des comptes Facebook anonymes pour publier des messages hostiles envers les politiques gouvernementales. Les partis qui ont un rayonnement limité dans les médias conventionnels utilisent les réseaux sociaux pour cibler les partisans potentiels et dénoncer les opposants.<sup>15</sup> Face au développement en ligne de l'engagement civique, les gouvernements ont augmenté leurs efforts pour le réglementer et le réguler, notamment en utilisant des outils pour limiter l'accès à l'Internet ou restreindre les opinions critiques en ligne.<sup>16</sup> Dans le Sahel central :
  - En juillet 2020, le Mali a suspendu Twitter, Facebook, WhatsApp (ainsi qu'Instagram pour certains utilisateurs de réseaux sociaux) dans le cadre de manifestations massives contre le président de l'époque, Ibrahim Boubacar Keïta.<sup>17</sup>
  - Les cadres juridiques, tels que la loi du Mali sur la cybercriminalité, donnent au gouvernement le pouvoir de s'attaquer aux activités criminelles en ligne, mais ils seraient également invoqués pour cibler et supprimer les voix dissidentes.
- **Des groupes extrémistes violents exploitent de nouvelles opportunités de recrutement et de mobilisation.** Des groupes extrémistes violents continuent d'étendre leurs efforts en ligne pour recruter et mobiliser des soutiens, en ciblant fréquemment les jeunes. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les organisations extrémistes violentes du Sahel s'appuient encore davantage sur le financement numérique et le recrutement en ligne.<sup>18</sup> Les experts ont souligné que le « discours protestataire » formulé par les groupes extrémistes violents et partagé dans des groupes clandestins sur les réseaux sociaux trouve un écho auprès des jeunes en quête d'appartenance qui souhaitent voir des changements structurels dans leurs communautés. Les groupes extrémistes suscitent le soutien en jouant sur la frustration et le mécontentement existant à l'égard des élites politiques, des opportunités économiques, de la violence interethnique et de la sécurité.<sup>19</sup> Les participants ont partagé les exemples suivants :

---

<sup>13</sup> Michał Bilewicz et Wiktor Soral, « Hate Speech Epidemic. The Dynamic Effects of Derogatory Language on Intergroup Relations and Political Radicalization », *Advances in Political Psychology* 41, no. S1 (19 juin 2020): 3–33.

<sup>14</sup> Entretien avec un chercheur, Bamako, Mali, 28 juillet 2021. Entretien avec un dirigeant d'une organisation de la société civile, Bamako, Mali, 3 juillet 2021.

<sup>15</sup> Entretien avec un chercheur, Bamako, Mali, 2 septembre 2021.

<sup>16</sup> Christopher Giles et Peter Mwai, « Africa internet: Where and how are governments blocking it? » *BBC News*, 14 janvier 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-47734843>.

<sup>17</sup> Netblocks, « Social media restricted in Mali amid protests against president », 10 juillet 2020, <https://netblocks.org/reports/social-media-restricted-in-mali-amid-protests-against-president-OyKpdX8D>.

<sup>18</sup> Entretien avec un chercheur, Bamako, Mali, 28 juillet 2021.

<sup>19</sup> Vermeersch, et al., « The Role of Social Media in Mali and its Relation to Violent Extremism: A Youth Perspective », *UNICRI et ICCT*, mars 2020, <https://icct.nl/publication/social-media-in-mali-and-its-relation-to-violent-extremism-a-youth-perspective/>.

- Le groupe Ansar Dine, qui fait partie de l'organisation Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) affiliée à Al-Qaïda, utiliserait l'application de messagerie Telegram pour promouvoir un récit du groupe défendant le Mali contre l'oppression étrangère.
- Un vivier de recrutement décentralisé en ligne signifie que les groupes extrémistes peuvent toucher des individus acquis à leur cause dans des endroits où ils n'ont actuellement aucune présence physique et les mobiliser pour qu'ils agissent dans leurs communautés. Des experts ont souligné que cette mobilisation en ligne peut également conduire au crime organisé, notamment à des escroqueries financières ou à des projets d'enlèvement.<sup>20</sup>
- **Il existe une fracture numérique entre les sexes. De plus, lorsque les femmes accèdent aux espaces en ligne, elles sont davantage exposées au harcèlement.** En Afrique subsaharienne, les femmes sont 13 % moins susceptibles que les hommes de posséder un téléphone portable,<sup>21</sup> et 37 % moins susceptibles d'utiliser l'Internet mobile<sup>22</sup>, conduisant à une fracture numérique entre les sexes. Les participants soulignent que les hommes ont tendance à être prioritaires lorsque l'accès à la technologie est limité, qu'il s'agisse de la possession de téléphones portables compatibles avec l'Internet ou de l'utilisation de l'Internet à la maison ou à l'école.<sup>23,24</sup> Lorsque les femmes du Sahel communiquent avec d'autres personnes par le biais des réseaux sociaux ou des applications de communication, elles sont souvent les victimes de comportements prédateurs, notamment d'abus et d'exploitation sexuels qui peuvent se transformer en violence hors ligne. Dans un contexte où la violence sexuelle et sexiste est une pratique courante, la moitié des femmes maliennes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles,<sup>25</sup> et ces dynamiques se reproduisent et s'accroissent dans les espaces en ligne. Les participants ont indiqué qu'il s'agit d'un obstacle significatif à la participation en ligne des femmes et des filles, puisque les familles tentent de protéger les femmes en restreignant leur utilisation de l'Internet ou des outils numériques.<sup>26</sup> Au Sahel, certains utilisateurs de réseaux sociaux ciblent les femmes journalistes, les femmes en politique et les défenseurs des droits de la personne en partageant des images les exploitant, pour les rabaisser ou les forcer par la honte à rester en dehors des sphères publiques ou politiques. Dans certains cas, leur vie intime est jetée en pâture en ligne et ces femmes sont considérées comme le déshonneur de leur famille et de leur communauté.

« Les utilisateurs du numérique comprennent que [les réseaux sociaux et Internet] feront sans doute partie de nos us et coutumes de demain. Sans prise de conscience, une mauvaise gestion peut avoir un impact négatif sur la consolidation de la paix... L'une des opportunités est l'emploi des outils numériques à des fins de développement, en utilisant le numérique pour réduire les distances, combler le fossé des générations en rapprochant les jeunes et les personnes âgées, etc. »

- Chercheur au Mali, août 2021

## Recommandations pour gérer les dynamiques de conflit en ligne

Les participants à la conférence et les experts consultés ont proposé une série de **recommandations** à l'intention des

<sup>20</sup> Yaya Koné, « Le travail mondialisé du jour et le travail local la nuit », Journal des anthropologues, 142-143, 2015, 307-324, <https://journals.openedition.org/ida/6327?lang=fr>

<sup>21</sup> Paula Gilber, « Sub-Saharan Africa still struggling with mobile gender gap », *Connecting Africa*, 3 juin 2020, [http://www.connectingafrica.com/author.asp?section\\_id=761&doc\\_id=758009](http://www.connectingafrica.com/author.asp?section_id=761&doc_id=758009).

<sup>22</sup> Isabelle Carboni, « The Mobile Gender Gap Report 2021 », 6 juillet, 2021, <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/programme/connected-women/the-mobile-gender-gap-report-2021/>.

<sup>23</sup> ONU Femmes, « Addressing the digital gender divide in Africa through the African Girls Can Code Initiative », octobre 2021, <https://africa.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2021/10/feature-addressing-the-digital-gender-divide-in-africa>.

<sup>24</sup> UNICEF, « What we know about gender digital divides for girls », 2021, <https://www.unicef.org/eap/media/8311/file/What%20we%20know%20about%20the%20gender%20digital%20divide%20for%20girls%20literature%20review.pdf>.

<sup>25</sup> « Mali », *Enquête démographique et de santé*, 2018, <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR261/SR261.pdf>.

<sup>26</sup> Plan International, « Free to be Online? Girls' and Young Women's Experiences of Online Harassment », *The State of the World's Girls Report*, 2020, <https://plan-international.org/publications/free-to-be-online/>.

acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour endiguer ces risques et tirer parti des opportunités identifiées :

- **Renforcer la culture numérique, la consommation responsable des médias et l'utilisation sensible au conflit des outils en ligne au sein de la population sahélienne, notamment par l'autonomisation numérique des femmes, des jeunes et des enfants.**
  - Les gouvernements sahéliens, les institutions académiques et la société civile doivent promouvoir l'éducation à l'Internet et les campagnes de sensibilisation du public aux comportements responsables en ligne et l'utilisation sensible au conflit de la technologie numérique. Les acteurs internationaux peuvent s'associer aux ministères de l'Éducation ou de l'Information pour soutenir la création de réseaux communautaires regroupant des personnes formées à l'identification de la désinformation, à la gestion des rumeurs et à la désescalade des conflits, notamment pour les modérateurs des groupes en ligne.
  - Les organisations de la société civile et les acteurs internationaux peuvent établir des partenariats avec les influenceurs des réseaux sociaux, les blogueurs, et les modérateurs qui comptent un nombre significatifs d'utilisateurs en ligne en ce qui concerne la gestion des situations de crise, la production de contenu sensible au conflit, ainsi que les encourager à partager des informations sur la manière de distinguer le faux contenu du vrai.
  - Lorsqu'ils développent des infrastructures et des politiques pour favoriser leur espace en ligne en plein essor, les gouvernements sahéliens devraient donner la priorité aux inégalités structurelles en matière d'accès à l'Internet, d'utilisation des smartphones et d'autres technologies qui empêchent l'inclusion de tous les groupes ethniques, religieux, sociaux et de genre.
- **Déployer des outils numériques, de programmation et de politique pour combattre la désinformation, les discours de haine et la mobilisation extrémiste en ligne et hors ligne.**
  - Les entreprises de réseaux sociaux peuvent former des partenariats avec des organisations et des groupes internes qui comprennent les dynamiques locales de conflit. Elles devraient former des partenariats maintenant, alors que le marché est en pleine croissance, afin d'éclairer le développement d'outils automatisés pour détecter les discours de haine et la désinformation, plutôt que d'attendre que la dynamique de conflit résulte par effet de cascade en violence hors ligne. Lorsque ces partenariats existent, ils devraient veiller à identifier une « liste de surveillance » des problèmes clés dans le pays et à la planification de scénarios d'intervention pour faire face aux escalades potentielles du conflit.
  - Les entreprises de réseaux sociaux peuvent amplifier le travail des créateurs de contenu qui sont des champions de la paix. Cela pourrait inclure des campagnes sur la façon dont ces utilisateurs ont employé les outils de la plateforme de réseaux sociaux pour rendre leurs communautés meilleures et plus sûres.
  - Les entreprises de technologie devraient travailler avec les organisations multilatérales, les gouvernements et les organisations opérationnelles pour développer et diffuser les meilleures pratiques du secteur sur la façon de mettre en œuvre le développement technologique d'une manière sensible au conflit. Elles peuvent utiliser les pays du Sahel central comme étude de cas, avec un engagement à grande échelle des populations affectées.
- **Favoriser les échanges entre les citoyens et les gouvernants, renforcer la cohésion sociale et transformer la gouvernance à l'aide d'outils numériques.** Les nouveaux outils et plateformes numériques peuvent permettre aux Sahéliens de mieux surveiller, gérer et prévenir le conflit et de renforcer le militantisme de base dans leurs communautés. Les organisations de défense des droits de la personne notamment, se sont de plus en plus appuyées sur les réseaux sociaux pour dénoncer les violations des droits de la personne, les abus et la corruption afin d'exiger des changements de la part des responsables au pouvoir. Les possibilités de briser les distances sociales et spatiales permettent un contact accru entre des personnes d'identités ou de perspectives différentes. L'augmentation de la numérisation et de l'accès à l'Internet ouvre également des perspectives en ce qui concerne la fourniture de services gouvernementaux basés sur l'Internet, la transparence et la communication directe des gouvernements aux citoyens.

- Les gouvernements devraient envisager des investissements précoces dans les outils numériques, les meilleures pratiques en matière de prestation de services virtuels et les capacités globales de gouvernance, afin d'être en mesure de tirer parti des bénéfices de la numérisation pour la gouvernance et la prestation de services. Ils devraient en particulier favoriser les outils numériques pour la responsabilisation et la consolidation de la paix, notamment les forums d'échange virtuel et de prise de décision participative axés sur une meilleure inclusion des communautés marginalisées hors ligne et en ligne.
- Les organismes intergouvernementaux régionaux, tels que la CEDEAO et l'Union africaine, devraient coordonner l'harmonisation des politiques numériques et des cyberpolitiques en Afrique de l'Ouest et favoriser les approches transfrontalières collaboratives face aux menaces transnationales telles que la radicalisation en ligne.
- Les donateurs devraient miser sur l'intérêt et l'expertise croissants des universitaires et des spécialistes sahéliens qui s'attaquent au conflit dans l'espace en ligne en soutenant des recherches et des analyses conjointes. Par exemple, grâce à des outils tels que le [Digital Ecosystem Framework](#) et les Digital Ecosystem Country Assessments (DECA) de l'USAID, les donateurs d'aide au développement devraient intégrer une évaluation des facteurs de conflit et des opportunités de consolidation de la paix dans l'espace en ligne et s'appuyer sur ces conclusions avec leurs partenaires opérationnels.